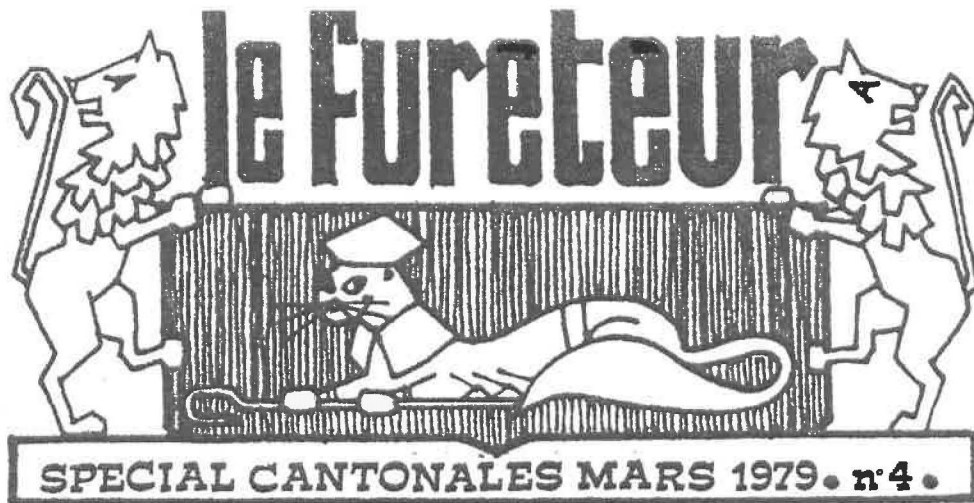




La campagne électorale pour les cantonales, ouverte le 3 mars dernier, se veut par tradition feutrée, courtoise, timide et même apolitique. Les professions de foi de l'un des candidats sont édifiantes en la matière... on y vante son attachement au canton, son dévouement de toujours, son désir de toujours faire mieux pour le bien-être de tous et son aptitude à gérer les affaires publiques en "bon père de famille" : l'apolitisme est de rigueur.

Or, il faut dire bien haut que LE REFUS DE LA POLITIQUE EST TOUJOURS UNE ATTITUDE DE DROITE. Les partis de Gauche, conscients du rôle politique assumé par le Conseil Général, inscrivent les démarches de leurs candidats dans le débat politique national.

NE PAS S'ABSTENIR:

En effet, les problèmes que traite le Conseil Général concernent tout particulièrement le citoyen dans sa vie quotidienne.

En votant le budget du Département, le Conseil Général fixe la part d'impôts locaux qui lui reviendra donc pèse sur la fiscalité locale.

Comme une commune, la majeure partie de son budget est consacrée au fonctionnement (paiement du personnel, entretien des routes et des bâtiments départementaux, etc..., car n'oublions pas que l'hôpital de Cadillac comme la maison de retraite de St-Macaire appartiennent au Département, sans parler de la ligne Langon-Bazas ou du bac du Verdon).

Mais, le Conseil Général joue aussi un rôle capital comme investisseur en subventionnant les réalisations communales ou privées d'intérêt public: par exemple, à St-Macaire, la

restauration des remparts, comme la plupart des améliorations extérieures des immeubles de la vieille ville ont été financées à 40% par le Conseil Général; la cantine scolaire et les nouvelles classes ont été pris en charge par l'assemblée départementale ~~en partie~~. Il vaut mieux taire le pseudo tout à l'égout du cours de la République que pour l'instant personne ne subventionne.

Après une telle énumération, il est aisé d'évaluer l'importance de l'enjeu des cantonales et ses conséquences directes sur la vie de la commune: VOTER LES 18 ET 25 MARS PROCHAINS c'est donc tout simplement s'occuper sérieusement de ses affaires et éviter que les autres décident seuls à sa place.

L'héritage de la Droite:

Car le choix d'un conseiller général, c'est surtout le choix d'une politique pour le département.

Avec un Conseil Général de Droite, qui exerce le pouvoir dans le Département? le Préfet. Ce dernier est à la fois le représentant du gouvernement et l'exécutif du Département. Il est au Conseil Général ce qu'est le Maire par rapport au Conseil Municipal: il prépare les dossiers soumis à l'approbation du Conseil Général et applique ses décisions. La Droite se limite au "bénéni-oui-oui" face au préfet et c'est comme cela qu'on hérite d'une luxueuse Préfecture de 17 milliards d'anciens francs.

C'est également dans ses conditions que certains conseillers de Droite n'ont plus jugé utile d'assister à la plupart des réunions de l'assemblée départementale: il est vrai que le nôtre est champion toutes catégories en la matière et qu'ainsi il porte (au moins en partie) la responsabilité de l'absence de CES dans le canton. EN effet, lorsqu'en 1965 le CES de Langon s'est avéré insuffisant, le rôle bien compris de conseiller général aurait été de poser la candidature du canton. La carence ayant prévalu, un deuxième CES a été construit à Langon.

Heureusement, depuis 1976, date à laquelle la Gauche est devenue majoritaire au Conseil Général, les choses ont commencé à changer (sauf les absences répétées de notre représentant)

VOTER A GAUCHE:

Car la Gauche conteste le rôle tout puissant du Préfet: elle a d'ailleurs pour objectif, si elle prend le pouvoir au plan national, de supprimer ses attributions exécutives et

de les confier au président du Conseil Général.

C'est ainsi que le Conseil Général de la Gironde a créé une commission d'orientation chargée de préparer le budget en étroite conjonction avec les services préfectoraux. Mais il est allé plus loin dans l'objectif de décentralisation auquel souscrit la Gauche en créant le Fonds d'Aide à l'Équipement des Communes.

Cette initiative permet de lutter contre le favoritisme dont pouvaient bénéficier certaines communes bien pensantes de la part de l'administration préfectorale, puisque les crédits ainsi alloués sont répartis par les maires et le conseiller sur les communes du canton sans tutelle de l'administration. Évidemment, les GAM souhaiteraient que des représentants non élus de la population soient également associés à cette répartition, mais c'est un premier pas intéressant.

À ce point intéressant d'ailleurs que la Droite, après l'avoir boudé, a voté ce projet et va jusqu'à en revendiquer la paternité. Évidemment, notre conseiller général sortant n'est pour strictement rien dans cette initiative.

Il se sent beaucoup plus à l'aise dans le rôle d'assistante sociale, part non négligeable du rôle du conseiller général surtout en ces temps de chômage. Encore faut-il ne pas faire passer pour des faveurs ce qui est simple satisfaction de droits reconnus par la loi. Encore faut-il ne pas jouer le double jeu du protecteur du citoyen contre les abus du système et dans le même temps appartenir aux formations politiques qui militent pour le maintien de ce système.

Il faut qu'enfin cesse à St-Macaire comme ailleurs la légende de l'apolitisme des élections municipales et cantonales. Ceux qui l'entretiennent sont ou inconscients ou hypocrites: une chose est certaine, dans les deux cas, ils font le jeu de la Droite.

Cette fois-ci, les Macariens ne peuvent plus se laisser abuser par l'épouvantail de l'aventurisme: en Gironde, un Conseil Général de Gauche existe et il innove dans les limites que lui fixe la loi. Pour que notre commune puisse bénéficier de ce renouveau et ne soit plus la victime expiatoire du laxisme de la droite qui n'ose pas dire son nom,
VOUS NE VOUS REFUGIEREZ PAS DANS L'ABSTENTION ET VOUS IREZ VOTER POUR LES CANDIDATS DE LA GAUCHE, AUX DEUX TOURS.

Et si l'on parlait politique à St-Macaire...

On entend souvent dire autour de soi: "Vous savez, moi, la politique, je ne m'en occupe pas!" ou "Dans notre association, on ne parle jamais de politique", avec une nuance de fierté, ou encore, sur un ton désolé, "Mais qu'est-ce qu'ils vont mêler la politique aux affaires de la commune ou du canton?" ou enfin, de manière paternelle "Tu sais, la politique, ça mène à rien de bon!".

Au moment des élections municipales, avec une mine dégoutée, "Tous des tocards!" ou "T'as vu Untel, il se présente: il manque pas d'air celui là" ou encore "J'espère que ça va être un peu plus méchant que les autres années", etc.....

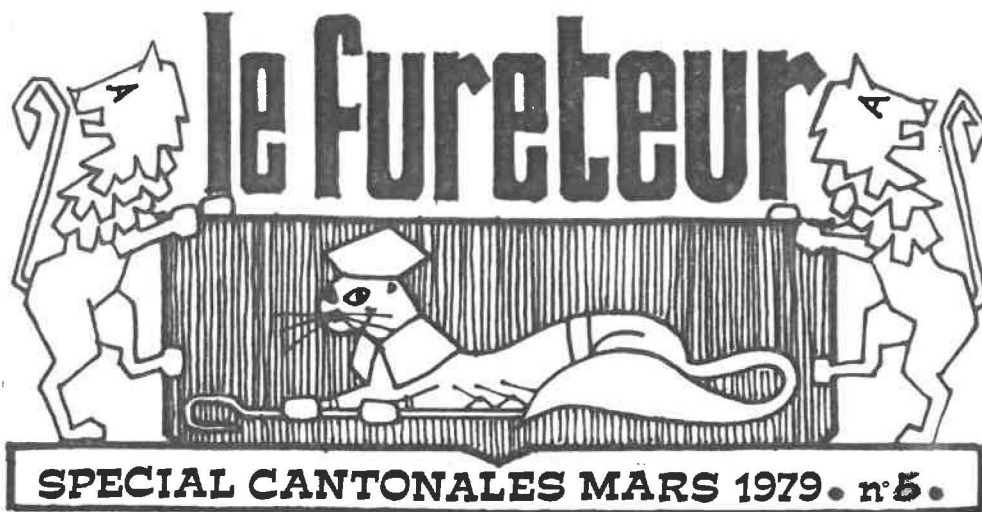
Évidemment, lorsqu'on vient chercher les mêmes personnes pour constituer une liste ou mener une action, on s'entend rétorquer: "je n'ai pas le temps!", "que voulez-vous que j'aie faire là-dedans?", "Vous savez, moi, je suis commerçant (ou artisan), il faut que je sois bien avec tout le monde", etc...

Tout cela prouve à souhait que la démocratie n'existe que sur le papier dans notre pays. Car, en réalité, qu'est-ce que la politique sinon la gestion de l'intérêt collectif par des délégués désignés par tous les membres de la collectivité (le suffrage universel)?

Or, lorsque la politique est assimilée à pagaille, source de perte de travail ou infamie pure et simple, les délégués de la collectivité sont identifiés à des agents neutres chargés d'éviter aux intérêts de chacun d'être contredits par l'intérêt collectif. À ce jeu-là, c'est bien évidemment la loi du plus fort qui règne sans partage, même si quelques miettes peuvent être distribuées par des élus apolitiques aux défavorisés.

À St-Macaire nous avons un bon distributeur de miettes avec notre maire-conseiller général, habile distributeur qui sait faire passer des miettes de pain rassis pour des miettes de pain brioché. Ce qui est plus grave, il est le ferment de l'apolitisme local qui touche beaucoup trop de Macariens encore, il excelle dans l'art d'empêcher les gens de s'occuper de ce qui les regarde, sans qu'ils s'en aperçoivent (comme tout élu de Droite qui se respecte).

Il faut que sereinement la politique fasse enfin son entrée à St-Macaire et que chacun puisse exprimer publiquement ses opinions sur les affaires locales et pour commencer voter pour les cantonales, aux deux tours, mais surtout voter politiquement.



C'est, la rumeur savamment entretenue est devenue aujourd'hui écrit : si la gauche gagne le siège de conseiller général, le chef-lieu de canton serait transféré de St Macaire sur St-Pierre d'Aurillac.

Le GAM tient à informer les Macariens de la naïveté de telles affirmations puisque ce problème n'est même pas du ressort du Conseil Général.

Pourtant, qui peut croire au transfert d'une gendarmerie qui vient d'être reconstruite, d'une maison de retraite qui vient d'être modernisée ou d'une poste qui vient de s'agrandir par la cour arrière ?

Qui peut croire que le rôle de chef-lieu de canton dépend du nombre d'habitants, alors que par exemple le canton d'Auros contient Aillas (200 habitants de plus que le chef-lieu) et que le canton de Fajols contient Rauran (2 fois plus peuplée que le chef-lieu) ?

Qui peut croire que la baisse de population de St Macaire tient à ses limites exigües, alors que tant d'habitations existantes sont vides ou livrées à l'abandon ?

Enfin, qui peut croire que notre maire soit privé du déclin de St Macaire, alors que ses années de gestion peuvent se résumer à laxisme et à inefficacité ? (Même son premier adjoint et, avec lui, tous les Macariens de gauche n'y croient pas)

Qu'a-t-il fait pour renforcer la vocation de chef-lieu de St Macaire ? A-t-il stimulé l'amélioration ou la réutilisation des maisons du vieux St Macaire, en utilisant les lois sur la résorption de l'habitat insalubre et sur la remise en valeur des centres anciens ? A-t-il suivi la création de groupements d'habitations neuves à Boulaballe / la verrerie, en s'appuyant sur les avantages du fland'Ocayation de Solb ? A-t-il mis à l'étude les équipements minimums quidamment envie de vivre à St Macaire, comme le tout à l'égout ? A-t-il encouragé les commerçants à s'organiser pour limiter la concurrence de Layon ?..

La liste paraît longue : Un exemple parmi tant d'autres : pourquoi notre maire n'a-t-il pas suivi au bord d'idée émise par le directeur régional de PIT, lors de l'inauguration du Musée Postal, d'acheter un immeuble du Marchédieu pour y installer la poste ? C'était une chance inespérée pour revitaliser le vieux St Macaire et y encourager de nouvelles installations de commerçants.

Il est vrai que le jour de cette inauguration, personne ne représentait la municipalité sans doute les jalouses parent-elles plus fréquemment à St Macaire qu'ailleurs. Néanmoins, il ne faut pas chercher à excuser ses propres faiblesses par le dynamisme des autres ou par le caractère soit disant inéluctable du déclin de St Macaire.

Il faut que St Macaire soit délivrée du charlatanisme !!!